

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

L'ECHANGEUR – CDCN HAUTS DE FRANCE
Association
Exercice clos le 31 décembre 2024

53 Rue Paul DOUCET
02400 CHATEAU-THIERRY
SIREN : 404 392 243

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION L'ECHANGEUR – CDCN HAUTS DE FRANCE
SIÈGE SOCIAL : 53 RUE PAUL DOUCET
02400 CHATEAU-THIERRY
SIREN : 404 392 243

RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
RELATIVE À L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

À l'assemblée générale de votre association L'ECHANGEUR – CDCN HAUTS DE FRANCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'ECHANGEUR – CDCN HAUTS DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

ASSOCIATION
L'ECHANGEUR –
CDCN HAUTS DE
FRANCE

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Soissons, le 11 mars 2025

Pour la S.A.S. AUDIMIS HDF
Commissaire aux Comptes



Jean-Renaud VIET
Associé signataire

ANNEXE

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024

53 rue Paul Doucet
02400 Château Thierry
tel. 03 23 82 87 22
echangeur@echangeur.org
g
www.echangeur.org
ASBL-APE 9002Z
SIRET 40439224300022

L'échangeur est subventionné pour son fonctionnement par le Ministère de la Culture DRAC Hauts-de-France,
le Conseil Régional Hauts-de-France, le Conseil Départemental de l'Aisne et la ville de Château-Thierry.

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2024 EN EUROS

	<u>n° page</u>
- Sommaire	1
- Bilan	2
- Compte de résultat	3 à 4
- Annexe	5 à 16

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

ACTIF	Valeurs brutes 31/12/2024	Amortissements & provisions	Valeurs nettes 31/12/2024	Valeurs nettes 31/12/2023	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
I - ACTIF IMMOBILISÉ	1 158 093 €	1 009 684 €	148 409 €	175 763 €	I - FONDS ASSOCIATIFS	56 003 €	53 848 €
Immobilisations incorporelles	14 750 €	3 766 €	10 983 €	- €	Patrimoine intégré	16 515 €	16 515 €
Logiciels	14 750 €	3 766 €	10 983 €	- €	Réserves	37 333 €	33 793 €
					Report à nouveau	- €	- €
					Résultat de l'exercice	2 155 €	3 539 €
Immobilisations corporelles	1 141 348 €	1 005 918 €	135 430 €	174 568 €	II - Subventions d'investissements	101 875 €	131 333 €
Terrains	5 835 €	- €	5 835 €	5 835 €	Subventions d'équipements	795 817 €	780 817 €
Constructions	55 513 €	55 513 €	0 €	- €	Reprise sur subventions investis.	(693 943) €	(649 485) €
Œuvres	2 961 €	- €	2 961 €	2 961 €			
Installations techniques, matériels et outillages	840 426 €	740 025 €	100 401 €	140 424 €	III - PROVISIONS POUR RISQUES	47 529 €	47 369 €
Autres agencements et installations	144 086 €	126 494 €	17 592 €	18 461 €	Provisions pour risques		
Autres immobilisations corporelles	92 527 €	83 886 €	8 641 €	6 886 €	IV - FONDS DEDIES	53 357 €	26 269 €
					Fonds dédiés		
Immobilisations financières	1 995 €	- €	1 995 €	1 195 €	V - DETTES	169 364 €	148 339 €
Cautions	1 980 €	- €	1 980 €	1 180 €	Emprunts et dettes auprès des établis. de crédits	6 762 €	3 279 €
Titres de participation	15 €	- €	15 €	15 €	Dettes fournisseurs & comptes rattachés	102 392 €	95 315 €
					Dettes fiscales et sociales	39 587 €	46 864 €
III - ACTIF CIRCULANT	317 324 €	- €	317 324 €	233 027 €	Autres dettes	20 622 €	2 881 €
Stocks matières consommables	700 €	- €	700 €	739 €	VI - Produits constatés d'avance	37 605 €	1 633 €
Clients	25 386 €	- €	25 386 €	2 229 €			
Autres créances	205 231 €	- €	205 231 €	179 124 €			
Disponibilités	80 747 €	- €	80 747 €	45 152 €			
Charges constatées d'avance	5 258 €	- €	5 258 €	5 784 €			
TOTAL	1 475 417 €	1 009 684 €	465 732 €	408 790 €	TOTAL	465 732 €	408 790 €

Alain Surrans, Président

Yves Defontaine, Trésorier

Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.

COMPTES DE RÉSULTAT DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024

PRODUITS D'EXPLOITATION	01/01/2024 au 31/12/2024	01/01/2023 au 31/12/2023
70 - Chiffres d'affaires		
Recettes de spectacles	13 230 €	12 021 €
Ateliers de Pratiques artistiques	30 339 €	21 339 €
Stages et cours de danse	279 €	458 €
Ventes de spectacles	1 800 €	3 024 €
Coréalizations	105 054 €	68 558 €
Coproductions	1 033 €	461 €
Autres produits	9 297 €	9 706 €
Total 70	161 032 €	115 567 €
74 - Subventions		
<i>Subventions de fonctionnement</i>		
DRAC Hauts-de-France	278 000 €	278 000 €
Conseil Régional - Hauts-de-France	448 660 €	448 660 €
Conseil Départemental de l'Aisne	95 000 €	100 000 €
Ville de Château-Thierry	27 000 €	27 000 €
Sous-total	848 660 €	853 660 €
<i>Autres subventions</i>		
DRAC - Éducation artistique et autres projets	236 500 €	194 000 €
Conseil Régional - Éducation artistique et autres projets	10 166 €	8 400 €
Ministère du travail - Aide au recrutement d'un apprenti	2 500 €	- €
Ministère des Affaires Etrangères	15 000 €	- €
DGCA	15 000 €	- €
Conseil Départemental - Autres projets	13 100 €	12 750 €
Ville de Château-Thierry - Autres projets	1 990 €	-
Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry	30 000 €	22 000 €
Préfecture de l'Aisne	15 000 €	9 000 €
Autres financeurs	- €	1 000 €
Sous-total	339 256 €	247 150 €
Total 74	1 187 916 €	1 100 810 €
75 - Autres produits de gestion courante		
ONDA	36 691 €	14 150 €
Mécénat	5 700 €	- €
Produits de gestion courante	19 €	9 €
Total 75	42 410 €	14 159 €
77 - Quote-part des subventions investis	44 458 €	40 534 €
78 - Reprise sur provisions pour risques et charges exceptionnels	1 850 €	1 850 €
79 - Transfert de charges	36 091 €	22 809 €
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 473 757 €	1 295 729 €

Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.

CHARGES D'EXPLOITATION	01/01/2024 au 31/12/2024	01/01/2023 au 31/12/2023
60 - Achats		
Achats	24 675 €	26 680 €
Achats de spectacles	132 929 €	94 239 €
Coréalizations	181 234 €	109 276 €
Coproductions	69 694 €	95 080 €
Ateliers de Pratiques Artistiques, sensibilisation et formation	34 332 €	32 633 €
Total 60	442 864 €	357 908 €
61 - Services extérieurs	124 002 €	110 083 €
62 - Autres services extérieurs	202 532 €	182 252 €
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	15 944 €	15 422 €
64 - Charges de personnel		
Salaires	426 752 €	401 279 €
Charges sociales	160 683 €	149 438 €
Total 64	587 435 €	550 717 €
65 -Autres charges de gestion courantes	16 927 €	14 567 €
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions		
Dotation aux amortissements	56 403 €	56 683 €
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	160 €	629 €
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 446 268 €	1 287 003 €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	27 489 €	8 726 €
76 - Produits financiers (intérêts sur livret)	1 949 €	2 576 €
66 - Intérêts et charges assimilées	1 356 €	1 366 €
RÉSULTAT FINANCIER	593 €	1 209 €
77 - Produits exceptionnels	2 506 €	109 €
67 - Charges exceptionnelles	1 345 €	317 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 161 €	209 €
78 - Report des ressources antérieures non utilisées	26 269 €	20 082 €
68 - Engagements à réaliser sur subventions attribuées	53 357 €	26 269 €
ENGAGEMENTS À RÉALISER S/ RESSOURCES AFFECTÉES	- 27 088 €	- 6 187 €
87 - Répartition par nature de ressources	59 675 €	59 675 €
86 - Répartition par nature de charges	59 675 €	59 675 €
CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE	- €	- €
TOTAL DES PRODUITS	1 504 482 €	1 318 495 €
TOTAL DES CHARGES	1 502 326 €	1 314 956 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	2 155 €	3 539 €

Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

Alain Surrans, Président



Yves Defontaine, Trésorier



Annexe des comptes annuels de

l'exercice clos au 31 décembre 2024

Table des matières

Objet social / Nature et périmètre des activités / Moyens mis en œuvre

1 Faits majeurs de l'exercice

- 1.1 Evénements principaux de l'exercice
- 1.2 Principes, règles et méthodes comptables
 - 1.2.1 Méthode générale
 - 1.2.2 Changement de méthode

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

- 2.1.1 Immobilisations
- 2.1.2 Dotations aux amortissements
- 2.1.3 Provisions pour dépréciation
- 2.1.4 Méthode d'amortissement
- 2.1.5 Immobilisations financières
- 2.1.6 Evaluation des stocks - variation des stocks
- 2.1.7 Créances

2.2 Passif

- 2.2.1 Fonds associatifs
- 2.2.2 Provision pour risques et charges
- 2.2.3 Fonds dédiés
- 2.2.4 Etat des dettes
- 2.2.5 Fournisseurs et comptes rattachés
- 2.2.6 Informations à caractère fiscal
- 2.2.7 Produits constatés d'avance

3 Informations relatives au compte de résultat

- 3.1 Ventilation des produits d'exploitation
- 3.2 Ventilation de l'effectif moyen

4 Autres informations

- 4.1 Information relative à la rémunération des dirigeants
- 4.2 Informations concernant les contributions volontaires
- 4.3 Engagements hors bilan
 - 4.3.1 Contrats de location
- 4.4 Honoraires du Commissaire aux comptes

Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.

Objet social / Nature et périmètre des activités / Moyens mis en œuvre

L'association est titulaire du label « Centre de Développement Chorégraphique National » du Ministère de la Culture et elle est signataire d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'État – Ministère de la Culture, la Région Hauts-de-France, le Département de l'Aisne, la Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry et la Ville de Château-Thierry pour la mise en œuvre de son projet artistique et culturel.

L'échangeur - CDCN développe trois missions :

- le soutien à la création et à la production par l'accueil d'artistes en résidence et en studio libre.
- l'aide à la diffusion par l'organisation des festivals C'est comme ça ! et Kidanse, les coréalizations en région, la circulation des œuvres chorégraphiques au niveau interrégional, national et international.
- l'éducation artistique et culturelle.

Le but de l'association, tel que défini à l'article 2 de ses statuts, est le suivant :

- la production et la diffusion de spectacles scéniques, sonores, musicaux et audiovisuels ; la production d'objets et d'œuvres d'art (photographies, peinture, sculpture, art conceptuel) et d'œuvres cinématographiques et vidéographiques ;
- l'aménagement d'espaces et la conception de "performances" ;
- le développement d'activités didactiques et pédagogiques dans le secteur susmentionné, l'organisation de stages de formation, l'animation de publications et d'activités d'éditions, la production d'émissions radiophoniques et télévisuelles ;
- l'organisation d'expositions, conférences, festivals et toutes manifestations destinées à promouvoir l'art et la culture.

Les moyens d'actions de l'association, tels que définis à l'article 5 de ses statuts, sont notamment :

- les publications, les cours, les conférences ;
- l'organisation de toutes manifestations, spectacles chorégraphiques, concerts, représentations théâtrales et sportives, bourses, concours, prix, récompenses, ainsi que tous les moyens d'actions autorisés par la loi.

1 - Faits majeurs de l'exercice

1.1 - Evénements principaux de l'exercice

- l'association coorganise avec la Ville de Château-Thierry la première édition de l'événement 1KM de danse à Château-Thierry ;
- l'association bénéficie pour la première fois du nouveau dispositif Danse en territoire du Ministère de la Culture (40 000€) ;
- pour la création de son nouveau site internet, la poursuite du renouvellement de son installation bureautique et la réalisation d'une étude de faisabilité pour un nouveau gradin, l'association a reçu une subvention d'investissement de la DRAC Hauts-de-France de 15 000 € qui sera reprise au pro-rata des amortissements.

1.2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation
- Permanences des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n°2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

1.2.2 - Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 - Informations relatives au bilan

2.1 - Actif

2.1.1 - Immobilisations

Valeurs brutes	au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions ou mis au rebut	au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	3 100 €	11 650 €		14 750 €
Immobilisations corporelles				
Terrain	5 835 €			5 835 €
Constructions	55 513 €			55 513 €
Matériel et outillages	835 430 €	4 996 €		840 426 €
Acquisitions d'œuvres	2 961 €			2 961 €
Autres agencements et installations	142 736 €	5 783 €	4 433 €	144 086 €
Matériel de bureau et informatique	87 213 €	5 314 €		92 527 €
TOTAL	1 132 788 €	27 743 €	4 433 €	1 156 098 €

2.1.2 - Dotations aux amortissements

Amortissements	au 31/12/2023	Dotations aux amortissements	Reprises	au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	3 100 €	667 €		3 766 €
Immobilisations corporelles				
Terrain				
Constructions	27 946 €	1 850 €		29 797 €
Matériel et outillages	695 006 €	45 018 €		740 025 €
Autres agencements et installations	124 275 €	5 308 €	3 088 €	126 494 €
Matériel de bureau et informatique	80 327 €	3 559 €		83 886 €
TOTAL	930 654 €	56 403 €	3 088 €	983 968 €

2.1.3 - Provisions pour dépréciation

Provisions	au 31/12/2023	Dotations	Reprises	au 31/12/2024
Constructions	27 567 €		1 850 €	25 716 €

Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

2.1.4 - Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel divers	linéaire	1 an
Logiciel billetterie et site internet	linéaire	3 à 5 ans
Batiment	linéaire	30 ans
Matériel et Outillages	linéaire	3 à 10 ans
Agencements et installations	linéaire	1 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	linéaire	3 ans

2.1.5 - Immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeur
Cautions (cartes de paiements carburant et badge télépéage)	1 980 €
Titres et participations (Caisse local du Crédit Agricole - Union Sud de l'Aisne)	15 €
TOTAL	1 995 €

2.1.6 - Evaluation des stocks

Stock au 31/12/2023	Sorties	Stock au 31/12/2024	Valeur unitaire	Variation du stock
Plaques Akilux : blanches 68	3	65	3,69 €	240 €
Plaques Akilux : noires 126	7	119	3,87 €	461 €
				700€

2.1.7 Créances

Créances	montant brut	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Clients et comptes rattachés	25 386 €	25 386 €		
Autres créances	205 231 €	205 231 €		
TOTAL	230 618 €	230 618 €	- €	- €

2.2 - Passif

2.2.1 - Fonds associatifs

	au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	au 31/12/2024
Fonds associatif				
Patrimoine intégré	16 515 €			16 515 €
Réserve	33 793 €	3 539 €		37 333 €
Report à nouveau				
Subventions d'investissements	131 333 €	15 000 €	44 458 €	101 875 €
Situation nette	181 641 €	18 539 €	44 458 €	155 723 €

2.2.2 - Provision pour risques et charges

Provision des indemnités de départ en retraite

La provision des indemnités de départ en retraite a été calculé sur la base des éléments suivants pour l'ensemble des salariés en contrat à durée indéterminée :

- Âge de départ à 64 ans (ou selon le calcul de l'âge légal fixé par l'article D161-2-1-9 du code de la sécurité sociale pour les salariés nés avant le 1er janvier 1968)
- Table de mortalité : INSEE de 2012 à 2016
- Taux de Turn Over : 2%
- Taux d'actualisation : 3%
- Taux d'augmentation : 1%

La provision au 31/12/2024 d'un montant de 45928 € a été calculée conformément à la réglementation comptable.

Provisions diverses

Provision pour risque concernant un éventuel surfinancement public au titre d'une subvention de fonctionnement sur l'exercice 2020 pour un montant évalué à 1601 €.

2.2.3 - Fonds dédiés

Fonds dédiés sur subventions

	au 31/12/2023	Report des ressources affectées 2024	Engagements à réaliser 2024	au 31/12/2024
DRAC				
Education artistique (avril 2023)	4 840 €	4 840 €		
Option facultative (octobre 2023)	1 108 €	1 108 €		
Artiste associé (mai 2023)	1 591 €	1 591 €		
Kidanse (mai 2023)	10 579 €	10 579 €		
Education artistique (juin 2024)			9 856 €	9 856 €
Option facultative (octobre 2024)			1 123 €	1 123 €
Danse en territoire (août 2024)			37 250 €	37 250 €
Total	18 119 €	18 119 €	48 229 €	48 229 €
Conseil Régional Hauts-de-France				
PEPS (octobre 2023)	5 400 €	5 400 €		
PEPS (août 2024)			5 128 €	5 128 €
Total	5 400 €	5 400 €	5 128 €	5 128 €
Conseil Départemental de l'Aisne				
Variations autour de la langue française (octobre 2023)	2 750 €	2 750 €	- €	- €
Total	2 750 €	2 750 €	- €	- €
Total des fonds dédiés sur subventions	26 269 €	26 269 €	53 357 €	53 357 €
TOTAL GENERAL DES FONDS DEDIES	26 269 €	26 269 €	53 357 €	53 357 €

2.2.4 - Etat des dettes

Créances	montant brut	à moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Comptes courants bancaires	6 762 €	6 762 €		
Emprunts				
Avances et acomptes				
Fournisseurs	102 392 €	102 392 €		
Dettes fiscales et sociales	39 587 €	39 587 €		
Autres dettes	20 622 €	20 622 €		
Total	169 364 €	169 364 €	- €	- €

2.2.5 - Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	montant fin d'exercice
Fournisseurs	Divers	62 464 €
Factures non parvenues	Divers	39 928 €
Total		102 392 €

2.2.6 - Informations à caractère fiscal

L'association est fiscalisée sur l'ensemble de son activité.
L'association est soumise aux impôts commerciaux et à la taxe sur les salaires.

2.2.7 - Produits constatés d'avance

Montant au 31/12/2024	
<u>Produits constatés d'avance sur ventes</u>	
Collège Jean Racine	410 €
Lycée La Hotoie	638 €
IME - APEI des 2 vallées	227 €
Rencontres chorégraphiques de Seine-Saint-Denis	6 330 €
<u>Produits constatés d'avance sur subvention</u>	
DRAC Hauts-de-France - 1 km de danse 2025	30 000 €
Total	37 605 €

Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.

3 - Informations relatives au compte de résultat

3.1 - Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Chiffres d'affaires (ventes de billets, prestations de services, ...)	161 032 €
Subventions	1 187 916 €
Autres produits de gestion courante	42 410 €
Total	1 391 358 €

Ventilation des subventions

DRAC Hauts-de-France	Fonctionnement	278 000 €
	Politique de la ville	10 000 €
	Artiste associé	45 000 €
	Education artistique	35 000 €
	Accueil studio	10 000 €
	1 km de danse 2024	15 000 €
	Aide exceptionnelle au programme d'activité	10 000 €
	Danse en territoire	40 000 €
	Option danse	1 500 €
	Aide au festival Kidanse	70 000 €
Conseil Régional Hauts-de-France	Fonctionnement	448 660 €
	Projet PEPS	5 166 €
	1 km de danse	5 000 €
Conseil Départemental de l'Aisne	Fonctionnement	95 000 €
	Aide au festival C'est comme ça !	9 500 €
	Aide au 1 km de danse	3 600 €
Ville de Château-Thierry	Fonctionnement	27 000 €
	Aide au 1 km de danse	1 990 €
Communauté d'agglomération de la Région de Château-Thierry	Aide aux activités de L'échangeur	27 000 €
	Aide au 1 km de danse	3 000 €
Préfecture de l'Aisne	DDETS - Politique de la ville - "Des danses qui nous ressemblent"	8 000 €
	FDVA - Aide "Traversée dédiée aux artistes originaires de Guadeloupe"	3 000 €
	DDETS - Les petites épopées	4 000 €
Ministère des affaires étrangères	Projet labellisé Festival de la Francophonie	15 000 €

**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.**

DGCA	Aide au 1 km de danse	15 000 €
Ministère du travail	Aide à l'apprentissage	2 500 €
Total des subventions		1 187 916 €

Ventilation des mécénats

Caisse local du Crédit Agricole	Aide au festival C'est comme ça !	1 700 €
Caisse des dépôts et Consignations	Aide pour la "Traversée#1" - festival C'est comme ça !	4 000 €
Total des mécénats		5 700 €

3.2 - Ventilation de l'effectif au 31/12/2024

Catégories	ETP
CDI	
Cadres	6,00
Agents de maîtrise	2,00
Employée	0,21
Total	8,21

4 - Autres informations

4.1 - Information relative à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à 135.358 € brut en 2024.

4.2. - Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition....)

L'association bénéficie de la mise à disposition gratuite de locaux :

Lieux	Valorisation
Mise à disposition annuelle et gestion des fluides par la ville de Château-Thierry au 53 rue Paul Doucet	
Bureaux : 284 m2	8 804 €
Grande salle U1 : 1050 m2	32 550 €
Salle AB et Studio Mié + local douche : 502 m2 + 9 m2	15 841 €
Appartement : 80 m2	2 480 €
	59 675 €

**Le présent document a servi de
support matériel à la rédaction du
rapport qui précède.**

Lieux	Valorisation
Mise à disposition temporaire dans le cadre des festivals "Kidanse" et "C'est comme ça !" Le Silo - mise à disposition par la Ville de Château-Thierry Espace culturel de Brasles - mise à disposition par la CARCT La Biscuiterie à Château Thierry - mise à disposition par l'association La Biscuiterie Salle Estruch - mise à disposition par le Lycée Jean de la Fontaine	Non valorisé

L'association a recours à des bénévoles pour le bon déroulement du festival "C'est comme ça !"

4.3 - Engagements hors bilan

4.3.1 - Contrat de location

	Montant restant à devoir au 31/12/2024	Périodicité	Nombre de loyers restants
Location copieur depuis le 27/10/2021 expiration au 27/04/2027	2 550 €	trimestre	10
Location véhicule 208 depuis le 05/01/2022 - expiration au 04/01/2025	43 €	mensuel	4 jours
Location véhicule 2008 depuis le 12/09/2023 - expiration au 11/09/2027	13 039 €	mensuel	32

4.4 - Honoraires du Commissaire aux comptes

Au titre de sa mission pour l'exercice 2024, les honoraires du Commissaire aux comptes s'élèvent à 3 492 € HT.